

Une jeunesse étudiante travailleuse en action

Anne-Lise Delvaux
(historienne au CARHOP asbl)

La Jeunesse ouvrière chrétienne/féminine (JOC/F), fondée en 1925, est un mouvement d'éducation populaire qui mêle, dès ses débuts, engagement de jeunesse, défense ouvrière et valeurs chrétiennes. Longtemps centrée sur les jeunes ouvriers et ouvrières, la JOC/F s'intéresse progressivement aux jeunes qui combinent études et travail. Ces étudiants travailleurs aussi parfois confrontés à des difficultés professionnelles, deviennent un véritable sujet d'action et de réflexion au sein du mouvement au début des années 1970.



JEUNESSE OUVRIÈRE CHRÉTIENNE

Avant 1970 : l'étudiant, un futur travailleur

Jusqu'à la fin des années 1960, la JOC/F¹ s'intéresse surtout aux jeunes qui sont déjà intégrés dans le monde du travail ; l'âge légal de l'entrée au travail est alors de 14 ans. Quand les étudiant.es sont mentionnés dans les archives du mouvement, c'est presque exclusivement dans le cadre scolaire ou en tant que futur.es salarié.es. Les périodiques jocistes, tels que *START*, le journal des étudiants des écoles techniques et professionnelles, créé vers 1957, ou *Feu vert*, dont les débuts remontent à 1967, s'adressent exclusivement aux jeunes qui s'appêtent à entrer sur le marché du travail. Leur principal objectif est de préparer les stagiaires et apprenti.e.s aux réalités professionnelles. Il y est question de conditions de travail, droits sociaux, législation, discipline ouvrière, etc.

Cette approche s'inscrit dans une logique de prévention et de formation morale et sociale : il s'agit de former de « bons travailleurs », conscients de leur dignité, mais intégrés dans l'ordre socioprofessionnel existant.



Une du périodique *Feu vert*, JOC/F-CSC, avril 1967 (CARHOP, fonds JOC/F, série Périodiques).

Le tournant idéologique des années 1970

La fin des années 1960 transforme radicalement le mouvement jociste. De plus en plus critique envers l'Église, jugée trop conciliante envers les possédants et les régimes autoritaires, la JOC/F affirme son caractère ouvrier dans une perspective politique.² Selon l'historien Paul Wynants, le mouvement abandonne l'idée d'un simple « dépannage

individuel » pour viser la « transformation radicale des structures de la société », dans un sens d'abord anticapitaliste, puis socialiste. Ce changement idéologique s'accompagne toutefois de tâtonnements stratégiques qui révèlent la difficulté de transformer l'utopie en actions concrètes.

Parallèlement, la base sociale de la JOC/F se transforme. Dans les régions industrielles, le recrutement de jeunes travailleurs et travailleuses belges devient marginal. Là où il subsiste, plus de la moitié des membres sont désormais étudiants.

Cette évolution s'explique par deux phénomènes : l'allongement de la scolarité et la tertiarisation de l'économie. La « jeunesse ouvrière » devient minoritaire tandis que les parcours individuels se complexifient.

Étudiants et travailleurs : vers une convergence des luttes

Dans ce contexte, la question de l'étudiant travailleur devient centrale pour la JOC/F. Les jocistes prônent très vite la solidarité entre travailleur.euses et étudiant.e.s, comme en témoigne la

marche antiatomique de mars 1969 à Bruxelles. L'étudiant travailleur incarne alors les mutations des mondes du travail et de l'enseignement.



Marche antiatomique des jeunes, Bruxelles, 11 mars 1969. Les banderoles plaident notamment pour la solidarité entre travailleur.euse.s et étudiant.e.s (WYNANTS P, « De l'Action catholique spécialisée à l'utopie politique. Le changement de cap de la JOC francophone (1969-1974) », *Cahiers d'histoire du temps présent*, n° 11, 2003, p. 109).

Le cadre légal évolue aussi. La loi du 9 juin 1970 améliore la protection des étudiants salariés, notamment en rendant le contrat de travail écrit obligatoire. Cette loi crée cependant des ambiguïtés : l'exemption de déclaration à l'Office national de la sécurité sociale (ONSS) pour les contrats d'un mois ou moins incite certains employeurs à recourir à une main-d'œuvre étudiante bon marché, créant une concurrence directe avec les travailleurs et travailleuses professionnels.

La JOC/F souhaite mieux comprendre le public étudiant travailleur et lance une enquête auprès de celui-ci au début des années 1970.³ À La Louvière, en 1972, les formulaires complétés révèlent des conditions de travail souvent précaires : salaires inférieurs aux barèmes, horaires excessifs, absence de contrat, travail réalisé ne correspondant pas à

celui indiqué dans le contrat, manque d'hygiène dans l'usine...⁴ Les résultats soulignent aussi l'inexpérience des étudiant.e.s face au monde du travail et le besoin d'action collective. L'équipe jociste signale qu'« ils font de l'anti-spécialisation systématique, acceptant n'importe quoi. Ils sont absolument disponibles et absolument isolés. Ils s'adaptent à tout, indépendamment de leurs études et sans utiliser leurs aptitudes : c'est de la débauche d'énergie et un entraînement exceptionnel pour instables »⁵.

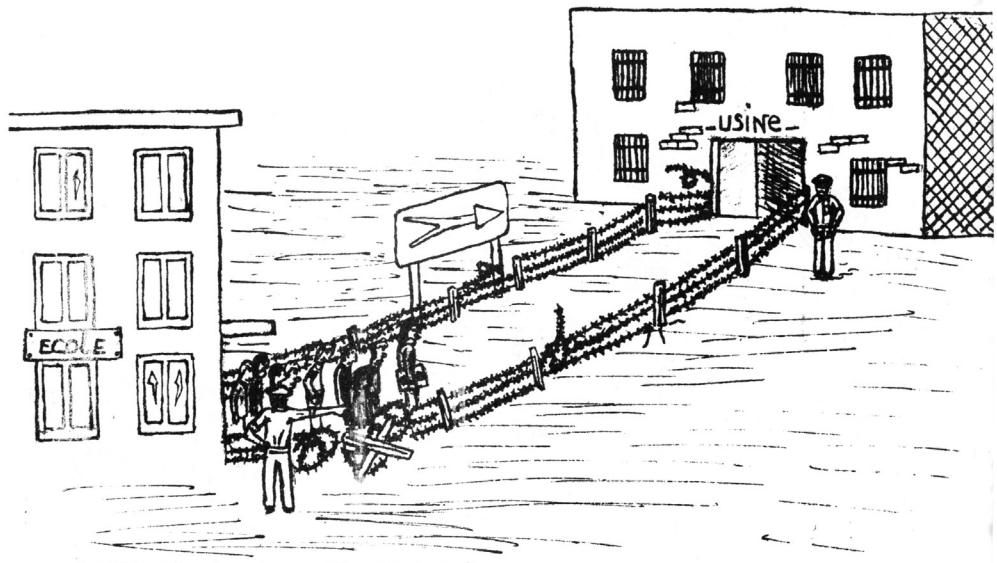
Pour maximiser son action auprès des étudiant.es, la JOC/F souhaite intégrer les écoles. Elle le fait en lançant le triple objectif du « voir, juger, agir »⁶ aux responsables et accompagnateurs d'équipes étudiantes de la classe ouvrière.

Le GET de Molenbeek : une expérience militante inédite

En 1972, plusieurs étudiants de l'Institut des Frères de Saint-Jean-Baptiste de La Salle à Molenbeek racontent leurs (mauvaises) expériences de travail pendant les vacances à leur professeur de religion, Jacques Hanon⁷. Très vite, les questions fusent : y a-t-il d'autres élèves à avoir travaillé pendant l'été ? Qu'ont-ils à dire sur leur expérience ? Éléves

et professeur forment le Groupe étudiants travailleurs (GET) de la JOC/F et lancent une enquête auprès des 200 élèves de la section technique de l'Institut à la rentrée scolaire. Cette expérience d'auto-organisation étudiante en milieu technique est originale.

Couverture : GET,
*Résultats de l'enquête sur
les étudiants-travailleurs
de l'ITDLS – Molenbeek,*
[1972]
(CARHOF fonds
JOC/F – Michele Di
Nanno, n° provisoire
11.2.).



Les résultats de l'enquête sont édifiants : plus de la moitié des répondant.es ont 16 ans ou moins ; beaucoup travaillent sans contrat ; mener une double vie, à la fois d'étudiant.e et de travailleur.se, peut représenter jusqu'à 80 heures par semaine pour certains. Sur les 168 heures de la semaine, 56 sont consacrées au sommeil, 80 au travail et à l'école ; il leur reste 32 heures pour les déplacements, repas, études et loisirs.

Pour ces jeunes majoritairement issus des classes populaires, le travail n'est pas un simple complément qui sert à financer des vacances ou des achats personnels, mais une nécessité économique pour soutenir la famille ou financer les études. Ces élèves suivent un parcours scolaire qui les prépare directement à l'usine. Pour la plupart, la formation s'arrêtera là. L'expérience du travail étudiant apparaît ainsi comme une préfiguration de leur future condition ouvrière.

Le GET de Molenbeek ne se contente pas d'un constat. Les élèves organisent des débats en classe autour de questions concrètes : as-tu déjà un travail pour les vacances ? Comment as-tu été embauché ? As-tu un contrat de travail ? Seras-tu déclaré ?

Leur action se développe en plusieurs étapes : la première étant la diffusion des résultats de l'enquête via le journal de l'institut, *Le Meneur*. S'ensuit une campagne d'information sur les droits sociaux des étudiants travailleurs : pourquoi être déclaré à l'ONSS, comment se présenter à l'employeur, s'informer sur le permis de travail en tant qu'étudiant.e immigré.e, etc.

La campagne d'information amène le GET à mettre sur pied un service Job, avec deux permanences par semaine dans une salle de l'institut, pour celles et ceux qui cherchent un travail pendant les vacances et/ou des renseignements juridiques et sociaux. Ce service propose aussi d'accompagner chez l'employeur les jeunes de 16 ans ou moins ainsi que les étudiant.es immigré.e.s, en raison des difficultés rencontrées par ces derniers lors de l'embauche.

« A... est espagnol : il a travaillé l'an passé dans un dépôt de brasserie, tous les jours de 17 à 19h30. Pas tellement pour son plaisir, on avait besoin de cet argent à la maison. Les professeurs, qui ne connaissaient pas cette situation, le jugeaient comme un élève moyen plutôt paresseux. » « D... est noir africain : deux services jobs lui ont fourni pour les vacances de Noël 6 places disponibles... mais disponibles pour d'autres que des Africains. »⁸

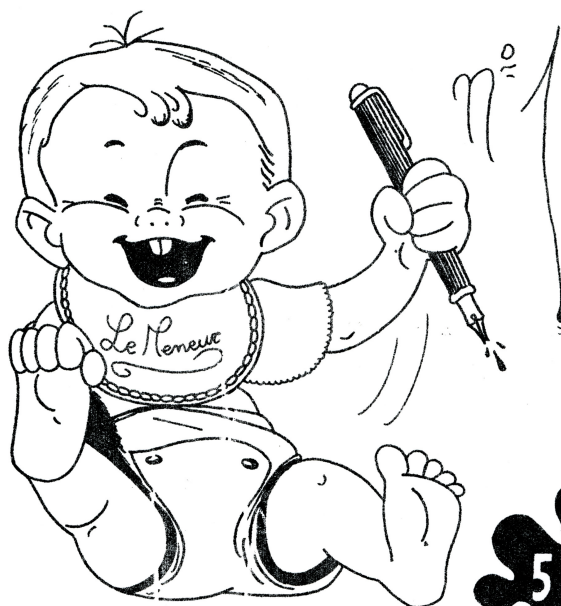
Une du *Meneur*, journal psycho-socio-politico-humoristico-culturel, n° 1, [1972-1973] (CARHOR, fonds JOC/F – Jacques Hanon, boîte XX, 11.15. GET).

LE MENEUR 1

Journal

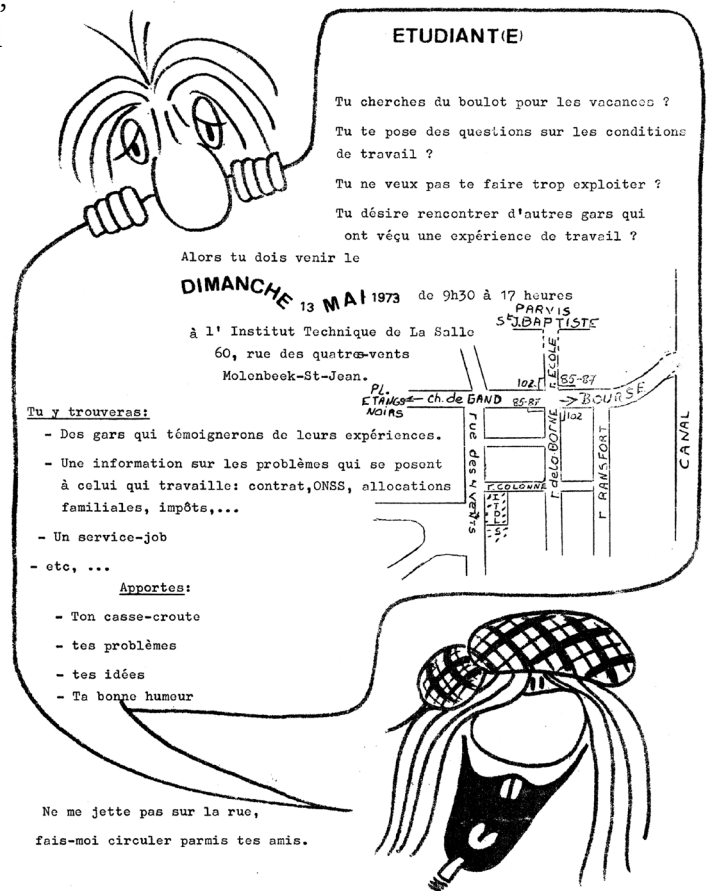
12-73

psycho-socio-politico-humoristico-culturel



Le GET se sert du *Guide de l'étudiant au travail*, édité pour la première fois en 1970 par l'asbl Culture-tourisme-loisirs (CTL) de Bruxelles avec laquelle il est régulièrement en contact, pour répondre le plus précisément possible aux questions. Avec le service Job de l'institut, il distribue le *Memento de l'étudiant travailleur*, qui devient le principal instrument de la campagne. Toutes les informations à connaître sur les droits et devoirs de l'étudiant travailleur s'y trouvent.

Un tract est lancé avant l'été 1973 pour inviter les étudiants travailleurs à se réunir chaque semaine de juillet et d'août au local du GET et partager leurs expériences de travail. Le groupe rédige et polycopie un questionnaire pour les aider à mieux regarder autour d'eux, à réfléchir à leurs expériences de travail en vue d'une rédaction dans le cadre du cours de français, de questions à poser au cours de législation sociale, etc. Les réponses récoltées permettent de dresser un bilan – sorte d'analyse socio-politique – qui servira d'instrument de travail pour une nouvelle sensibilisation à l'institut, notamment auprès des professeurs.



Tract du GET invitant les jeunes à une rencontre le 13 mai 1973 à l'Institut technique de La Salle, à Molenbeek-Saint-Jean, s.l., 1973 (CARHOR, fonds JOC/F – Jacques Hanon, boîte XX, 11.15. GET).

Remise en question de l'institution scolaire

Au-delà de l'amélioration des conditions de travail, l'action du GET a des effets formatifs profonds sur les étudiants travailleurs. Ces derniers acquièrent une conscience ouvrière, découvrent les mécanismes capitalistes, développent des réflexes militants et s'inscrivent dans une logique de lutte collective. Leur action interroge aussi l'institution scolaire : corps enseignant et direction se questionnent sur le sens de la formation dispensée.

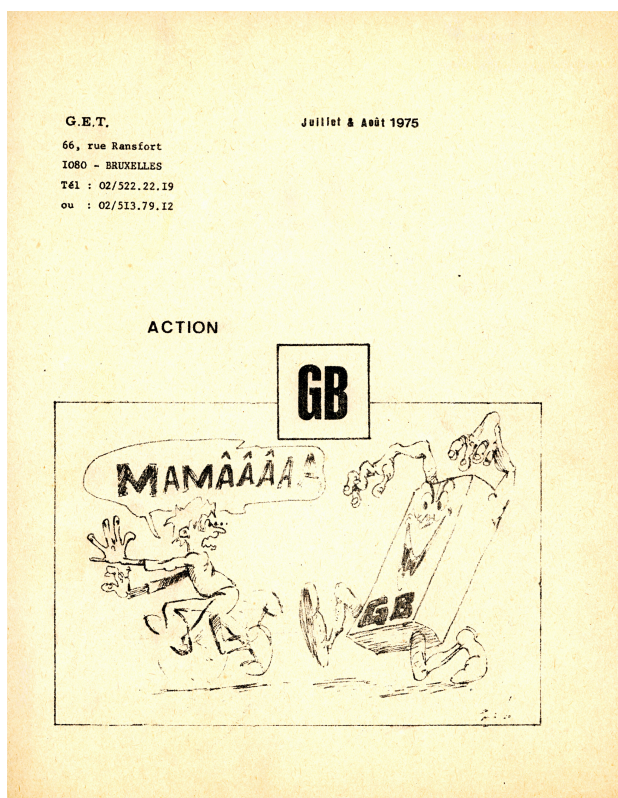
L'école forme-t-elle « des robots ou des hommes » ? L'extension de l'expérience à d'autres écoles techniques de Bruxelles, puis au-delà, confirme son caractère exemplaire. Comme le souligne le CTL, il s'agit d'un cas exceptionnel où des étudiant.es travailleurs créent, produisent et autogèrent leurs propres outils d'information et d'action sociopolitique.⁹ Un exemple est l'action menée auprès des magasins GB un an plus tard.

Une action aux résultats très concrets

En juillet 1975, une déléguée CSC de l'entreprise Motorest-Ruisbroeck alerte le GET sur le non-respect de la loi du 9 juin 1970 pour l'engagement de leurs étudiants travailleurs : absence de contrat écrit, salaire et durée de travail inconnus, horaires excessifs pouvant atteindre 17 heures par jour.

(Au travail, 9 août 1975, p. 2).

UN INTOLÉRABLE ABUS DE CERTAINS GRANDS MAGASINS LES ÉTUDIANTS-TRAVAILLEURS DES GB-INNO-BM-PRIBA EN COLÈRE



Couverture du dossier GET, Action, juillet-août 1975 (CARHOP, fonds JOC/F – Jacques Hanon, 11.15. GET).

Après vérification, le GET informe les jeunes concernés par tract et interpelle le gérant. Deux jours plus tard, une convention écrite leur est remise, mais il s'agit d'une convention de stage, inadaptée (notamment au niveau du barème). Celle-ci est appliquée à l'ensemble du groupe GB-PRIBA-INNO-BM et concerne des milliers d'étudiants travailleurs. Celles et ceux qui sont disponibles organisent des actions de sensibilisation dans plusieurs magasins bruxellois, mais sont systématiquement renvoyés vers la direction générale de GB.

« L'étudiant seul a peur, il hésite. S'il est avec d'autres, dans un climat de confiance, il y a moyen d'arriver à quelque chose » (Mme Massart).

« C'était plus qu'une question d'argent ; c'était notre dignité qu'on défendait. »

(Carlos)

« Je savais que 60 frs/h, c'était pas juste. Mais qu'est-ce que je pouvais faire ? Rien ! Puis, j'ai rencontré le GET ; ça m'a fait réfléchir et ça m'a redonné courage ? » (Gonzalo)¹⁰

Avec le soutien de la CSC et la CNE¹¹, le GET constitue un dossier reçu positivement par l'Inspection sociale, qui entame des négociations avec les responsables nationaux de GB. Alertés par les médias, de nombreux « stagiaires » se mobilisent à leur tour, accentuant la pression sur la direction.

Après deux mois de démarches et d'actions, la direction de GB cède et fait signer de vrais contrats de travail à ses étudiants travailleurs. Le GET en tire la conclusion qu'un.e étudiant.e isolé.e a peu de chances d'obtenir des changements, d'où l'importance de s'organiser collectivement, d'être solidaire, de diffuser les informations et de créer un rapport de forces pour lutter contre l'exploitation.

Ce n'est pas le mot de la fin

L'histoire de la prise en compte des étudiants travailleurs par le mouvement jociste éclaire les profondes mutations des trajectoires des jeunes et des formes de militantisme dans les années 1970. Longtemps marginale, la figure de l'étudiant travailleur devient centrale quand la JOC/F redéfinit son identité et son projet politique.

L'expérience du GET illustre concrètement cette transition : d'un mouvement de formation

morale des jeunes au travail à un laboratoire de pratiques militantes cherchant à articuler prise de conscience, action collective et transformation sociale. Si ces initiatives restent modestes à l'échelle nationale, elles n'en constituent pas moins, pour les contemporain.e.s, un observatoire privilégié des recompositions du monde ouvrier et des moyens de lutte contre l'exploitation économique, qui résonnent fortement avec les débats et mobilisations actuels.



editeur responsable: Harmant Antoine. 81 rue de l'école 1080 Bxl

Couverture de l'*Étudiant travailleur*, [1976-1977]
(CARHOF fonds JOC/F, Jacques Hanon, boîte XXI, 11-5-GET).

Notes de fin

1. L'acronyme désigne le mouvement dans son ensemble (Jeunesse ouvrière chrétienne /féminine) depuis les années 1970.
2. Voir à ce sujet AUBERT R., « Organisation et caractère des mouvements de jeunesse catholiques en Belgique », dans *La Gioventù cattolica dopo l'Unità, 1868-1968*, Rome, 1972, p. 271-293. (Politica e Storia, n° 208) ; VOS L., « Het dubbelspoor van de katholieke actie tijdens het interbellum », dans *Vijftig jaar Chiroleven, 1934-1984*, Louvain, KADOC, 1985, p. 29-52 ; WYNANTS P., « De l'Action catholique spécialisée à l'utopie politique. Le changement de cap de la JOC francophone (1969-1974) », *Cahiers d'histoire du temps présent*, n° 11, 2003, p. 105-106. Voir aussi les ouvrages plus généraux de TIHON A., VOS L. et WYNANTS P., « La Jeunesse ouvrière chrétienne », dans GERARD E., WYNANTS P. (dir.), *Histoire du mouvement ouvrier chrétien en Belgique*, t. 2, Louvain, Kadoc-Studies 16, 1994 ou *La Jeunesse Ouvrière Chrétienne*, Wallonie-Bruxelles, 1912-1957, 2 tomes, Bruxelles, Vie Ouvrière, 1990.
3. CARHOP, fonds JOC/F – niveau national, n° provisoire 372 : *Info-action*, n° 1, Bruxelles, JOC/F, [1971], n.p.
4. CARHOP, fonds JOC/F – Michele Di Nanno, n° provisoire 11.15 : *Journal mural des travailleurs*, n° 1, Bruxelles, Institut national de crédit agricole, juin 1972.
5. CARHOP, fonds JOC/F – niveau national, n° provisoire 348 : synthèse de l'enquête concernant les jeunes étudiants qui ont travaillé durant les vacances, s.d.
6. Pour en savoir plus sur cette méthode, voir COENEN M.-T. et DELVAUX A.-L., « L'enquête sociale, un outil d'éducation populaire », *Mouvements, clés pour l'action populaire*, n° 1, Bruxelles, MOC Bruxelles, mis en ligne le 7 octobre 2020, p. 37-48., page consultée le 17 février 2026,
7. Jacques Hanon (né en 1943) : ordonné prêtre en 1970, il devient aumônier régional de la JOC/F de Bruxelles dès 1972, puis aumônier national dès 1974. Il enseigne en milieux populaires de 1970 à 1977, notamment pour le cours de religion à l'Institut technique de La Salle.
8. CARHOP, fonds JOC/F – niveau national, n° provisoire 348 – papiers de Jacques Hanon, 11.15, boîte XX, catégorie nationale, 1969-1975.
9. « Le GET, une création collective », paru dans le *CTL informe*, novembre [s.d.], publié également dans *L'étudiant au travail*, n° 2, GET, [1971 ou 1972], p. 4. (CARHOP, fonds JOC/F – Jacques Hanon, boîte XX, 11.15. GET (1971-1972).)
10. Extraits de témoignages dans GET, Action GB, juillet et août 1975 (CARHOP, fonds JOC/F – niveau national, n° provisoire 372.)
11. Il ne faut pas oublier que, pour les syndicats, ces milliers d'étudiant.es sous-payés constituent une concurrence pour les autres travailleurs et travailleuses, dans une période économique difficile qui connaît de nombreux licenciements et fermetures d'entreprises. Ce numéro de *Dynamiques* consacre un article à l'action syndicale : voir DRESSE R., « L'action syndicale en faveur des étudiants travailleurs : exemple des Jeunes CSC », *Dynamiques. Histoire sociale en revue*, n° 29 : *Étudiants travailleurs, travailleurs étudiants, quand un paradigme change en fonction du contexte économique*, mis en ligne le 31 mars 2026, [Dynamiques.carhop.be](https://dynamiques.carhop.be).

Le fonds de la JOC/F - niveau national

Le fonds de la JOC/F – niveau national, devenue Jeunesse organisée et combative, représente près de 400 mètres linéaires auxquels s'ajoutent les archives des fédérations et de militant.e.s, couvrant la période des origines du mouvement aux années 2020. La JOC/F s'est toujours distinguée par sa conscience de l'importance de conserver et valoriser les traces de son action. Le fonds témoigne de cette attention avec des documents d'archives, des objets (drapeaux, t-shirts, pins) et une collection photographique exceptionnelle, immortalisant les moments-clés du mouvement (pèlerinages à Rome, manifestations...) et la vie quotidienne des jeunes. Les jocistes ont eux-mêmes classé en partie leurs archives, témoignant d'une appropriation collective de leur histoire.

Les parties anciennes, inventoriées, sont accessibles en ligne via le catalogue Collective Access (<https://carhop.lescollections.be/>). Les parties récentes sont en cours de traitement. Parmi elles, la série « Action professionnelle – Action au travail » représente plus de 1 000 articles. Elle documente les actions dans des entreprises comme le Val-Saint-Lambert ou Keramis, les enquêtes auprès des jeunes travailleurs et travailleuses (apprenti.e.s, sans-emploi, étudiant.e.s...), le tout complété par de la presse et des matériaux de réflexion. Cette série éclaire également les relations de ces jeunes avec le monde du travail (patrons, autres travailleurs et travailleuses...), avec d'autres organisations, comme les Jeunes CSC par exemple, et avec le monde politique, offrant une perspective large sur les multiples dimensions de l'engagement jociste.

Pour citer cet article

DELVAUX A.-L.,
« Une jeunesse étudiante travailleuse en action »,
Dynamiques. Histoire sociale en revue, n° 29 :
Étudiants travailleurs, travailleurs étudiants,
quand un paradigme change en fonction du contexte économique,
mis en ligne le 31 mars 2026, [Dynamiques.carhop.be](https://dynamiques.carhop.be).